

**BUREAU COMMUNAUTAIRE DU 31 JANVIER 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Question n° 06

Objet : CREATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTE ET MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS.

L'an deux mille vingt-deux

Le 31 janvier, à 9 heures

Le Bureau Communautaire, légalement convoqué le 24 janvier 2023, s'est réuni à Beauchamp – 95 250 – 271, chaussée Jules César, en séance publique, sous la présidence de Yannick BOËDEC.

Étaient présents : Yannick BOËDEC, Président

Xavier MELKI, Xavier HAQUIN, Philippe ROULEAU, Florence PORTELLI, Bernard JAMET, Jean-Christophe POULET, Marie-José BEAULANDE, Pascal SEIGNE, Gérard LAMBERT-MOTTE, Sandra BILLET, Jean-Noël CARPENTIER, Michel VALLADE, Philippe AUDEBERT, Bernard TAILLY, Vice-Présidents,
Patrick BOULLÉ, Philippe BARAT, Benoit BLANCHARD, Daniel PORTIER, Gilles GASSENBACH, Jean AUBIN, Nicole LANASPRES, Conseillers Communautaires membres du bureau,

Était absente excusée :

Jacqueline HUCHIN

Yannick BOËDEC, Président, ouvre la séance à 9 h 05,

Secrétaire de Séance : Philippe BARAT,

Nombre de membres en exercice : 23.

Nombre de présents : 22.

Nombre de pouvoirs : 00.

Nombre de votants : 22.

Le Bureau Communautaire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Val Parisis,

Vu la délibération N° D/2020/60 du conseil communautaire du 9 juillet 2020 portant délégations du conseil communautaire au bureau communautaire,

Vu la délibération N° BC/2022/42 du Bureau Communautaire du 15 novembre 2022 portant sur la mise à jour du tableau des emplois et des effectifs en vigueur,

Considérant que le tableau des emplois et des effectifs est un outil de gestion interne permettant à une collectivité de disposer d'un état général de son personnel,

Considérant que chaque agent peut bénéficier d'une évolution de carrière : nomination suite à réussite aux examens professionnels et concours, nomination par voie d'avancement de grade ou de promotion interne,

Considérant que, pour permettre l'avancement des agents sur leur nouveau grade, la collectivité doit supprimer leur grade actuel et simultanément, créer le grade de nomination,
Considérant que la collectivité souhaite maintenir une organisation optimale des services,
Considérant qu'il est nécessaire de faire correspondre l'emploi au profil de l'agent recruté,
Considérant que les effectifs de l'administration doivent être adaptés à l'évolution des missions, de l'organisation afin de répondre aux besoins croissants des services et d'assurer la continuité et la qualité du service rendu aux usagers,

Vu l'avis favorable du Comité social territorial du 24 janvier 2023,

Après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITÉ**,

CREE les postes suivants :

Dans le cadre du transfert de compétences (SICSEF) et afin d'intégrer les agents transférés :

- o 1 ingénieur
- o 1 rédacteur

Afin de remplir les missions attribuées à la CA Val Parisis

- o 1 technicien territorial
- o 1 poste d'ingénieur pour occupe l'emploi d'energy manager dont les missions principales sont les suivantes :
 - ✓ Collecter et traiter les données énergétiques
 - ✓ Analyser et optimiser les coûts énergétiques
 - ✓ Mettre en application le schéma directeur immobilier et énergétique
 - ✓ Détecter les pistes d'économies d'énergie
 - ✓ Mettre en place des actions de performance énergétique

Pour permettre le déroulement de carrière :

- 1 adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe

SUPPRIME les postes suivants :

Pour permettre de pourvoir les postes vacants :

- o 1 rédacteur territorial
- o 1 assistant de conservation principal de 2^{ème} classe
- o 1 technicien principal de 2^{ème} classe

Pour permettre le déroulement de carrière :

- o 1 rédacteur principal de 2^{ème} classe,
- o 1 adjoint administratif principal de 2^{ème} classe,
- o 1 assistant de conservation,
- o 4 adjoints du patrimoine,
- o 7 adjoints du patrimoine principal de 2^{ème} classe,
- o 1 poste de bibliothécaire,
- o 1 chef de service de police municipale,
- o 1 adjoint technique,
- o 1 technicien,
- o 1 ingénieur,
- o 1 adjoint technique principal de 2^{ème} classe,
- o 1 adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe.

Suite à des mutations ou des événements administratifs :

- o 1 attaché principal
- o 1 adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
- o 1 ingénieur en chef
- o 5 adjoints administratifs

MODIFIE le tableau des emplois et des effectifs tel qu'annexé.

PRECISE qu'en vertu des articles L.332-8 et suivants du code général de la fonction publique, en cas de recherche infructueuse de candidat statutaire, un agent contractuel pourrait être recruté (hors filière police municipale). Le cas échéant, le niveau de qualification des agents recrutés sur des postes de catégorie A correspondra à un BAC +3 minimum, celui des agents recrutés sur des postes de catégorie B aura un niveau BAC minimum. En l'absence de diplôme une expérience significative sera demandée dans le domaine. Le niveau de rémunération sera calculé selon les règles statutaires en vigueur alors appliquées aux contractuels et fonction des taux des primes fixés par l'assemblée délibérante pour chacun des grades et filières.

DIT qu'en en raison des missions exercées et dans la limite des textes applicables, les emplois concernés par la présente délibération sont susceptibles de réaliser des heures supplémentaires.

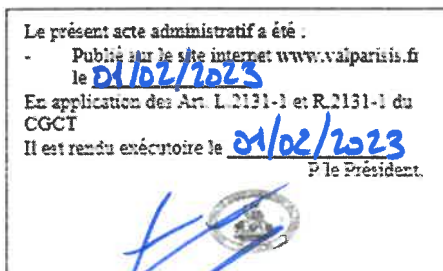
La réalisation de ces travaux supplémentaires sera rémunérée selon la réglementation en vigueur, sur présentation d'un état mensuel individuel signé par l'agent et le directeur ou le chef de service, prescripteur, avec un décalage en paie d'au moins un mois. Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent,

PRECISE que les crédits nécessaires à l'application de cette délibération seront inscrits au budget communautaire de l'exercice en cours,

AUTORISE le Président à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires à l'application de cette délibération et à signer tous les documents afférents.

Fait et délibéré ce jour à Beauchamp.

Pour extrait conforme,



Par délégation du Président,
Le Directeur Général des Services,



Guilhem PELLET



« Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Sous-préfecture d'Argenteuil
- date de sa publication

- ou à compter de sa notification, notamment en matière de droit de préemption.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la CA Val Parisis, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux de deux mois qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse du Président de la CA Val Parisis,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse pendant ce délai »